

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 mars 2004

PROPOSITION DE LOI

**introduisant dans le Code des impôts sur les
revenus 1992 des mesures fiscales positives
en vue d'encourager l'accueil des parents et
grand-parents âgés dans la famille**

(déposée par Mme Yolande Avontroodt)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 maart 2004

WETSVOORSTEL

**tot invoeging in het Wetboek van de
Inkomstenbelastingen 1992 van positieve
fiscale stimuli voor de opvang in het gezin
van bejaarde ouders en grootouders**

(ingediend door mevrouw Yolande Avontroodt)

RÉSUMÉ

*L'auteur vise à encourager les familles à accueillir
un parent ou un grand-parent âgé dans leur environ-
nement familial.*

*Elle propose dès lors des incitants fiscaux posi-
tifs en augmentant la quotité du revenu exemptée
d'impôt de la personne qui accueille un ascendant
dans son foyer, d'une part, et en supprimant le pla-
fond des ressources personnelles nettes autorisées
de cet ascendant en deçà duquel il est encore consi-
déré comme étant à charge, d'autre part.*

*Il faut toutefois que ce parent soit âgé de plus de
65 ans, soit dépendant et fasse partie du ménage du
contribuable.*

SAMENVATTING

*Met dit voorstel wil de indienster gezinnen aan-
moedigen een bejaarde ouder of grootouder op te
vangen in hun vertrouwde omgeving.*

*Daarom stelt zij positieve fiscale stimuli voor: voor-
eerst door een verhoogde belastingvrije som voor
diegene die deze ascendent in zijn gezin opneemt
en anderzijds door het schrappen van het grensbedrag
inzake toegelaten netto eigen bestaansmiddelen van
deze ascendent om nog ten laste te kunnen zijn.*

*Voorwaarde is wel dat het gaat om een bejaarde
ascendent die ouder is dan 65 jaar, zorgafhankelijk
is en die deel uitmaakt van het gezin van de
belastingplichtige.*

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkorting en bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La Flandre grisonne ou vieillit. Il s'agit là du constat démographique le plus important de cette décennie. Le groupe des personnes âgées augmente en raison de la natalité, d'une part, et de l'allongement de la durée de la vie, d'autre part.

En 2001, en Belgique, la durée de vie moyenne des hommes, était de 75,42 ans et celle des femmes de 81,67 ans, ce qui représente, par rapport à l'an 2000, un allongement de l'espérance de vie de respectivement 124 et 91 jours.¹

L'augmentation constante du groupe du quatrième âge constitue une évolution marquante dans le processus de vieillissement de la population.

Depuis 1990, le nombre de centenaires a plus que doublé. Cette année, la Belgique compte 1.154 centenaires contre seulement 546 en 1990.

Jusqu'à présent, une image négative était associée au vieillissement. Celui qui était parti à la retraite n'existait plus, il ne présentait plus aucune plus-value économique et le problème de la dépendance allait rapidement se poser.

Il convient de rompre définitivement avec cette conception erronée. Les personnes âgées font généralement encore preuve d'une grande vitalité, elles possèdent des années d'expérience de la vie et des années d'expérience professionnelle, ont appris à relativiser et cela leur a permis d'accroître leurs qualités humaines. Lors du départ à la retraite, obligations et contraintes disparaissent. Les personnes âgées peuvent utiliser cette liberté pour faire ce qu'elles n'avaient pas ou n'ont pas trouvé le temps de faire pendant leur vie active. Il n'en reste pas moins vrai qu'à l'approche du quatrième âge, la dépendance en matière de soins augmente.

Une politique du troisième âge doit en premier lieu s'attacher à garantir l'intégrité physique, l'indépendance et l'autonomie de la personne âgée ainsi que son implication dans la vie sociale.

¹ Ces chiffres se basent sur les statistiques de mortalité de 2001 et ont été calculés par l'Institut national de statistique.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Vlaanderen vergrijst of verzilvert. Dat is de belangrijkste demografische vaststelling van dit decennium. De groep van de bejaarden neemt toe enerzijds omwille van de ontgroening, anderzijds omwille van de toename van de levensduur.

In 2001 werden Belgische mannen gemiddeld 75,42 jaar oud, vrouwen 81,67 jaar. In vergelijking met het jaar 2000 is dat een stijging van de levensverwachting met 124 respectievelijk 91 dagen.¹

Binnen de vergrijzing is een opvallende evolutie de steeds groter wordende groep van de vierde leeftijd. Sinds 1990 is het aantal eeuwelingen meer dan verdubbeld. Dit jaar telt België 1.154 honderdjarigen, in 1990 was dat amper 546.

Aan vergrijzing was totnogtoe een negatief beeld verbonden. Wie gepensioneerd was, was afgeschreven, bood geen economische meerwaarde meer en al snel zou de zorgbehoefte om de hoek gluren.

Met die misvatting moet definitief gebroken worden. Ouderen zijn meestal nog heel vitaal, hebben jaren beroeps- en levenservaring, hebben geleerd te relativeren en zijn daar vaak als mens mooier van geworden. Met de pensionering vallen verplichtingen en remmingen weg. Die vrijheid kunnen bejaarden aanwenden om die dingen te doen waarvoor zij tijdens hun actief leven geen tijd hadden of vonden. Dat neemt niet weg dat zeker wanneer men de vierde leeftijd nadert, de zorgafhankelijkheid toeneemt.

Een bejaardenbeleid heeft in eerste instantie als taak erover te waken dat de fysieke integriteit, de onafhankelijkheid, de mondigheid en de betrokkenheid in het maatschappelijk leven van de bejaarde gevrijwaard wordt.

¹ De cijfers zijn gebaseerd op de sterftecijfers van 2001 en werden berekend door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NIS).

En deuxième lieu, les pouvoirs publics ont pour mission de proposer aux personnes âgées qui ont perdu une partie de leur indépendance pour des raisons physiques et psychiques, une offre de soins qui leur permet de pallier leur dépendance au maximum.

Tant l'autorité fédérale que les communautés jouent un rôle important dans l'accueil des personnes âgées dépendantes de soins. L'autorité fédérale cofinance l'accueil dans des établissements au moyen du prix de la journée alloué par l'INAMI. L'allocation «aide à la personne âgée» compense également en partie le surcoût de l'accueil pour les personnes âgées à faibles revenus.

Il y a également un important apport de moyens par les communautés, par le biais du cofinancement de l'infrastructure. Spécifiquement pour la Flandre, il faut citer l'allocation accordée dans le cadre de l'assurance soins. Enfin, un grand nombre de CPAS prennent en charge une partie du coût du séjour dans une institution résidentielle si la personne âgée est insolvable.

Pour ce qui concerne les services ambulatoires, les communautés subventionnent partiellement les différentes formes d'accueil à domicile et semi-résidentielles (par exemple, sous la forme d'une intervention dans le contingent d'heures des services d'aide aux familles). Il faut encore citer l'intervention accordée dans le cadre de l'assurance soins. Au niveau fédéral, les personnes âgées nécessitant des soins et disposant de faibles revenus peuvent bénéficier de l'allocation «aide aux personnes âgées».

Il n'en reste pas moins que celui qui accueille une personne âgée chez lui bénéficie d'un soutien financier moins important de la part des pouvoirs publics que celui qui est accordé à une personne qui séjourne en institution. La majorité des personnes âgées préfèrent toutefois rester chez elles ou éventuellement, aller vivre chez leurs enfants et les soins à domicile continuent à revêtir de l'importance, en tout cas en Flandre.

L'auteur de la présente proposition veut encourager les familles à accueillir un parent ou un grand-parent âgé dans leur environnement familial. Elle donne en même temps une importante impulsion aux soins à domicile. Nous cherchons à atteindre cet objectif en prévoyant des incitants fiscaux positifs, d'une part, en supprimant le plafond en matière de moyens d'existence propres nets autorisés de cet ascendant qui est prévu pour pouvoir encore être à charge et, d'autre part, en prévoyant un montant exonéré d'impôt plus élevé pour celui qui accueille cet ascendant dans sa famille. Il va sans dire que ces mesures seront loin de couvrir les frais.

In tweede instantie heeft de overheid de taak voor die bejaarden die omwille van lichamelijke en psychische redenen aan onafhankelijkheid hebben ingeboet, een aanbod van zorg te bieden waardoor de bejaarden maximaal hun afhankelijkheid weten te ondervangen.

Zowel de federale overheid als de gemeenschappen spelen een belangrijke rol bij de opvang van de zorgafhankelijke bejaarden. De federale overheid cofinanciert de opvang in voorzieningen door middel van de dagprijs uitgekeerd door het RIZIV. De uitkering «hulp aan bejaarde» vergoedt voor een stukje ook de meerkost van de opvang voor bejaarden met een laag inkomen.

Daarnaast is er een belangrijke input van middelen vanuit de gemeenschappen, door de cofinanciering van de infrastructuur. Specifiek voor Vlaanderen is er de tegemoetkoming vanuit de zorgverzekering. Tenslotte nemen heel wat OCMW's een deel van kostprijs van een verblijf in een residentiële voorziening voor hun rekening indien de bejaarde onvermogen is.

Voor wat betreft de ambulante dienstverlening subsidiëren de gemeenschappen voor een deel de verschillende opvangvormen thuis en semi-residentieel (vb. tussenkomst in het urencontingent van de diensten voor gezinszorg). Daarnaast is er nog de tussenkomst vanwege de zorgverzekering. Op federaal vlak is er voor zorgafhankelijke bejaarden met een laag inkomen de uitkering «hulp aan bejaarden».

Toch blijft het een feit dat wie een bejaarde thuis opvangt, minder financiële ondersteuning krijgt van de overheid dan wie in een voorziening verblijft. Nochtans verkiezen de meeste bejaarden thuis te blijven of eventueel in te trekken bij hun kinderen en is zeker in Vlaanderen de thuiszorg nog een belangrijk gegeven.

Met dit voorstel wil de indienster gezinnen aanmoedigen een bejaarde ouder of grootouder op te vangen in hun vertrouwde omgeving. Tegelijkertijd geven we een belangrijke impuls aan de thuiszorg. We willen dit doen door positieve fiscale stimuli in te bouwen door enerzijds het grensbedrag inzake toegelaten netto eigen bestaansmiddelen van deze ascendent om nog ten laste te kunnen zijn te schrappen, en anderzijds te voorzien in een verhoogde belastingvrije som voor diegene die deze ascendent in zijn gezin opneemt. Het hoeft niet gezegd dat deze maatregelen allesbehalve kostendekkend zijn.

La condition que nous posons est toutefois qu'il s'agisse d'un ascendant âgé de plus de 65 ans, nécessitant des soins et faisant partie de la famille du contribuable.

L'état de dépendance en matière de soins sera évalué sur la base de critères à préciser par le Roi.

Voorwaarde is wel dat het gaat om een bejaarde ascendent die ouder is dan 65 jaar en zorgafhankelijk is en die deel uitmaakt van het gezin van de belastingplichtige.

De toestand van zorgafhankelijkheid zal beoordeeld worden op basis van criteria die moeten bepaald worden door de Koning.

Yolande AVONTROODT (VLD)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 133, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par la loi du 4 mai 1999, par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000 et du 13 juillet 2001 et par la loi du 10 août 2001, est complété comme suit :

«3° 870 EUR pour chaque ascendant à charge au sens de l'article 136, alinéa 2.».

Art. 3

L'article 136 du même Code, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000 et du 13 juillet 2001 et par les lois du 10 août 2001 et du 21 juin 2002, est complété par l'alinéa suivant :

«La condition relative aux ressources prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pour les ascendants visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, à condition qu'ils aient atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et soient tributaires de soins. Le Roi définit les critères d'évaluation de la condition de dépendance.».

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

22 janvier 2004

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 133, § 1, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001 en de wet van 10 augustus 2001, wordt aangevuld als volgt:

«3° 870 EUR voor iedere ascendent ten laste zoals omschreven in artikel 136, tweede lid.».

Art. 3

Artikel 136 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001 en bij de wetten van 10 augustus 2001 en 21 juni 2002 wordt aangevuld met het volgende lid:

«De in het eerste lid vermelde voorwaarde inzake de bestaansmiddelen is niet van toepassing op de in het eerste lid, 2° bedoelde ascendenten, op voorwaarde dat dezen op 1 januari van het aanslagjaar de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en zorgbehoevend zijn. De Koning bepaalt de criteria op basis waarvan de voorwaarde van zorgbehoevendheid zal beoordeeld worden.».

Art. 4

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2005.

22 januari 2004

Yolande AVONTROODT (VLD)
Filip ANTHUENIS (VLD)
Hilde DIERICKX (VLD)
Sabien LAHAYE-BATTHEU (VLD)
Bart TOMMELEIN (VLD)

ANNEXE

BIJLAGE

TEXTE DE BASE

10 avril 1992

Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 133

Le montant exempté en vertu de l'article 131 est, en outre, majoré des suppléments suivants:

1° 870 EUR pour un contribuable imposé isolément et ayant un ou plusieurs enfants à charge;

2° 870 EUR lorsqu'une imposition est établie par contribuable pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale et pour autant que le conjoint n'ait pas bénéficié de ressources d'un montant net supérieur à 1800 EUR.

Art. 136

Sont considérés comme étant à charge des contribuables, à condition qu'ils fassent partie de leur ménage au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et qu'ils n'aient pas bénéficié personnellement, pendant la période imposable, de ressources d'un montant net supérieur à 1800 EUR:

1° leurs enfants;

2° leurs ascendants;

3° leurs collatéraux jusqu'au deuxième degré inclusivement;

4° les personnes qui ont assumé la charge exclusive ou principale du contribuable pendant l'enfance de celui-ci.

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION

10 avril 1992

Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 133

Le montant exempté en vertu de l'article 131 est, en outre, majoré des suppléments suivants:

1° 870 EUR pour un contribuable imposé isolément et ayant un ou plusieurs enfants à charge;

2° 870 EUR lorsqu'une imposition est établie par contribuable pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale et pour autant que le conjoint n'ait pas bénéficié de ressources d'un montant net supérieur à 1800 EUR ;

3° 870 EUR pour chaque ascendant à charge au sens de l'article 136, alinéa 2¹.

Art. 136

Sont considérés comme étant à charge des contribuables, à condition qu'ils fassent partie de leur ménage au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et qu'ils n'aient pas bénéficié personnellement, pendant la période imposable, de ressources d'un montant net supérieur à 1800 EUR:

1° leurs enfants;

2° leurs ascendants;

3° leurs collatéraux jusqu'au deuxième degré inclusivement;

4° les personnes qui ont assumé la charge exclusive ou principale du contribuable pendant l'enfance de celui-ci.

La condition relative aux ressources prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pour les ascendants visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, à condition qu'ils aient atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et soient tributaires de soins. Le Roi définit les critères d'évaluation de la condition de dépendance².

¹ Art. 2: complément

² Art. 3: complément

BASISTEKST

10 april 1992

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992**Art. 133**

Het bedrag dat krachtens artikel 131 wordt vrijgesteld, wordt bovendien met de volgende toeslagen verhoogd:

- 1° 870 EUR voor een belastingplichtige die alleen wordt belast en die één of meer kinderen ten laste heeft;
- 2° 870 EUR wanneer voor het jaar van huwelijk of verklaring van de wettelijke samenwoning een aanslag per belastingplichtige wordt gevestigd en voor zover de echtgenoot tijdens het jaar geen bestaansmiddelen heeft gehad die meer dan 1800 EUR netto bedragen

Art. 136

Als ten laste van de belastingplichtigen worden aangemerkt, mits zij deel uitmaken van hun gezin op 1 januari van het aanslagjaar en zij persoonlijk in het belastbare tijdperk geen bestaansmiddelen hebben gehad die meer dan 1800 EUR netto bedragen:

- 1° hun kinderen;
- 2° hun ascendenten;
- 3° hun zijverwanten tot en met de tweede graad;
- 4° personen van wie de belastingplichtige als kind volledig of hoofdzakelijk ten laste is geweest.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

10 april 1992

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992**Art. 133**

Het bedrag dat krachtens artikel 131 wordt vrijgesteld, wordt bovendien met de volgende toeslagen verhoogd:

- 1° 870 EUR voor een belastingplichtige die alleen wordt belast en die één of meer kinderen ten laste heeft;
- 2° 870 EUR wanneer voor het jaar van huwelijk of verklaring van de wettelijke samenwoning een aanslag per belastingplichtige wordt gevestigd en voor zover de echtgenoot tijdens het jaar geen bestaansmiddelen heeft gehad die meer dan 1800 EUR netto bedragen;
- 3° 870 EUR voor iedere ascendent ten laste zoals omschreven in artikel 136, tweede lid¹.**

Art. 136

Als ten laste van de belastingplichtigen worden aangemerkt, mits zij deel uitmaken van hun gezin op 1 januari van het aanslagjaar en zij persoonlijk in het belastbare tijdperk geen bestaansmiddelen hebben gehad die meer dan 1800 EUR netto bedragen:

- 1° hun kinderen;
- 2° hun ascendenten;
- 3° hun zijverwanten tot en met de tweede graad;
- 4° personen van wie de belastingplichtige als kind volledig of hoofdzakelijk ten laste is geweest.

De in het eerste lid vermelde voorwaarde inzake de bestaansmiddelen is niet van toepassing op de in het eerste lid, 2° bedoelde ascendenten, op voorwaarde dat dezen op 1 januari van het aanslagjaar de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en zorgbehoevend zijn. De Koning bepaalt de criteria op basis waarvan de voorwaarde van zorgbehoevendheid zal beoordeeld worden².

¹ Art. 2: aanvulling

² Art. 3: aanvulling